

Marché mondial de l'Éducation, 22 mai 2002

Rob Katz plaide à Lisbonne pour davantage de collaborations entre le public et le privé¹

« Il est absolument nécessaire d'avoir une éducation dispensée sur le modèle de l'entreprise et orientée vers l'entreprise », soutient Rob Katz, à la tête d'Educor, une institution éducative sud-africaine, lors d'une conférence coorganisée par la Banque mondiale à l'occasion du WEM (World Education Market) à Lisbonne, mardi 21 mai 2002. Il explique que « le défi qui se pose aujourd'hui » renvoie à une situation internationale de « compétition accrue » et que dans ce contexte, le secteur public a bien des chances de voir son hégémonie sur l'éducation renversée au profit du privé, par manque de flexibilité et de compétitivité. Il fait valoir la nécessité d'un partenariat entre ces deux sphères, à l'échelle nationale comme internationale. Rob Katz a également été responsable d'entreprises comme Microsoft pour l'Afrique.

« L'éducation devient globale et la demande est très forte », notamment de la part des pays en voie de développement où les populations veulent y avoir accès, explique Rob Katz : « Les entreprises s'y intéressent, de nouvelles manières d'enseigner apparaissent sur le marché ». Il remarque que « le démarrage [du e-learning] n'a pas été aussi rapide qu'on s'y attendait », ainsi 75 % de l'enseignement aux États-Unis se fait toujours en face-à-face. Il apparaît que « l'éducation interactive et informatisée » est davantage le fait des entreprises dans le cadre de la formation professionnelle : « l'État commence à perdre son mandat de délivreur d'éducation. » Rob Katz cite l'exemple de la Russie, où l'État est le principal dispensateur d'éducation, mais où « une cinquantaine d'universités privées ont émergé les deux dernières années ».

Nouveaux contextes

Il est nécessaire de « toujours tenir compte des différentes législations des pays », prévient Rob Katz, et particulièrement les évolutions récentes comme en Chine par exemple. Les gouvernements dialoguent aujourd'hui entre eux, au sein d'organisations internationales par exemple, afin d'établir des rapports entre privé et public et « permettre une régulation de l'éducation ».

1. Dépêche reproduite avec l'aimable autorisation de l'AEF, (<http://www.L-aef.com>).

Dans ce contexte, les technologies sont « en train de faire disparaître les barrières : les frontières nationales ont disparu, les institutions gouvernementales voient leur rôle évoluer mais il reste des cadres juridiques », notamment l'impératif pour une structure de formation d'être située sur le territoire pour entrer de plain pied dans le système éducatif du pays.

Au niveau local, l'entreprise ressent fortement « la pression nationale », étatique, et « éprouve le besoin de penser global », avance Rob Katz. Les salariés sont demandeurs d'une « formation poussée », leurs compétences doivent être continuellement « améliorées et actualisées ». De même, les étudiants souhaitent une reconnaissance internationale afin d'être « mobiles et de revenir dans leur pays d'origine après quelques années ». C'est pourquoi, reprend Rob Katz, « il faut répondre aux besoins du marché et privilégier une grande flexibilité ». Des entreprises comme Microsoft « délivrent des certifications pour des compétences techniques précises sans passer par une reconnaissance officielle de l'État, dont ils n'ont finalement plus besoin ».

Omniprésence du privé

Pour Rob Katz, cette tendance est appelée à se développer « car c'est un bon moyen de reconnaissance transfrontalière ». Il plaide en faveur de ce modèle et conseille aux établissements éducatifs de « suivre [ces] pratiques commerciales et de répondre aux besoins des clients », sous peine d'être « marginalisés ». Dans sa logique, certains domaines de formation devraient être dispensés par des intervenants extérieurs à l'institution éducative : « Les gens ne veulent plus entendre parler de cours classiques mais attendent du sur mesure, des cours focalisés sur un point particulier. » De plus, ce type d'intervention « est plus rentable pour l'établissement », continue-t-il, c'est un « échange de bonnes pratiques entre les institutions publiques et privées ».

La « réalité économique » consiste à « donner satisfaction aux clients, aux étudiants, autrement l'institution est amenée à disparaître à court terme » et d'ailleurs, poursuit Rob Katz, « la compétition entre les éducations publique et privée ne peut qu'être bénéfique aux étudiants ». Le secteur public « n'est pas compétitif, n'est pas orienté vers les étudiants, n'est pas réactif par rapport aux besoins de l'industrie », critique-t-il : « Certaines universités commencent seulement à mettre en place une politique de marketing et de communication. » Il cite l'exemple de l'industrie pharmaceutique, symbole de « l'adéquation du public et du privé ».

Individualismes

Il existe des « catalyseurs pour le changement », pour répondre au « défi de changer d'approche », indique Rob Katz, dont le fait que les modèles éducatifs « s'éloignent d'une approche cognitive vers une approche constructiviste ». La tendance est également à une « plus grande individualisation » car « les gens veulent savoir si leur investissement en éducation est rentable », ce qui implique le passage « du communautaire à l'individuel ». Dans le tableau que dresse le responsable sud-africain d'Educor, les gouvernements ont cependant encore un rôle à jouer pour l'éducation : assurer une participation des populations au système de formation, une égalité des chances et promouvoir l'éducation en général, « mais les aspects négatifs [de l'État] sont très pénalisants ».

La solution préconisée passe donc par davantage de partenariats public-privé, en offrant « un soutien financier à l'étudiant, non à l'institution », par « l'encouragement de la compétition », de la coopération internationale, du transfert de contenus d'un pays à l'autre. Cette idée de collaboration requiert un système de « certification internationale » et une volonté de « se concentrer sur la question du développement des produits pour l'apprentissage tout au long de la vie ». Il faut « tenir compte des contextes locaux et savoir s'adapter aux économies émergentes par exemple », notamment en mettant l'accent « sur la culture locale ». Ainsi, conclut Rob Katz, « l'éducation rend les gens plus faciles à mener mais difficiles à diriger : faciles à gouverner mais impossibles à rendre esclaves ».

Cyrille Duchamp

L'AEF - Agence Éducation Formation
cyril.duchamp@l-aeef.com